

15 May 2013

English/French only

UNITED NATIONS FRAMEWORK CONVENTION ON CLIMATE CHANGE

**Subsidiary Body for Implementation**

**Thirty-eighth session**

**Bonn, 3–14 June 2013**

Item 9 of the provisional agenda

**National adaptation plans<sup>1</sup>**

**Experience with the application of the guidelines for the national adaptation plan process for the least developed country Parties**

**Submissions from Parties and relevant organizations**

**Addendum**

1. In addition to the submissions contained in document FCCC/SBI/2013/MISC.2, two further submissions have been received from Parties.
2. In accordance with the procedure for miscellaneous documents, these submissions are attached and reproduced\* in the languages in which they were received and without formal editing.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Decision 1/CP.16, paragraphs 15–18.

\* These submissions have been electronically imported in order to make them available on electronic systems, including the World Wide Web. The secretariat has made every effort to ensure the correct reproduction of the texts as submitted.

<sup>2</sup> Also available at <<http://unfccc.int/5902>>.

**FCCC/SBI/2013/MISC.2/Add.1**

GE.13-60930

Please recycle 

Contents

	<i>Page</i>
1. Benin (Submission received 7 May 2013) .....	3
2. Lesotho (Submission received 10 May 2013) .....	13

## **Informations sur l'expérience du Bénin relative à l'application des lignes directrices pour le processus des plans nationaux d'adaptation en faveur des pays les moins avancés**

### **INTRODUCTION**

Le Bénin est un pays moins avancé qui, à ce titre, a élaboré son Programme d'Action National aux fins de l'Adaptation (PANA) aux changements climatiques qu'il a soumis au Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en janvier 2008.

L'élaboration de ce programme a suivi les directives données par le Groupe d'Experts pour les Pays Moins Avancés que sont : création d'une équipe nationale, mise en place d'une équipe pluridisciplinaire, élaboration de propositions d'activités prioritaires, élaboration du document PANA, examen par le public et révision, examen final, approbation du PANA par le Gouvernement et diffusion auprès du public.

Au terme de ce processus d'élaboration, qui a suivi une approche très participative, le Bénin a retenu cinq mesures prioritaires d'adaptation qui sont les suivantes :

1. Programme intégré d'adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin ;
2. Adaptation des ménages aux changements climatiques par la promotion des énergies renouvelables et des foyers économiques performants et autocouiseurs face à la pénurie du bois- énergie au Bénin ;
3. Mobilisation des eaux de surface aux fins d'adaptation aux changements climatiques dans les Communes les plus vulnérables des départements du Centre et du Nord ;
4. Protection des enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes contre le paludisme dans les zones les plus vulnérables aux changements climatiques ;
5. Protection de la zone côtière face à l'élévation du niveau de la mer.

A cette date, avec l'appui du FEM et du PNUD, le Programme intégré d'adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire est en cours d'exécution. D'un coût global d'environ 22 000 000 \$ US, il est financé par le Fonds PMA à hauteur de 3 410 000 \$ US, le PNUD, le Gouvernement béninois et les quatre Communes bénéficiaires pour le reste.

Le PIF du projet 2 portant sur la promotion des énergies renouvelables est validé et sera soumis au FEM pour appréciation en vue de son financement.

Quant aux projets 3<sup>1</sup>, 4<sup>2</sup> et 5<sup>3</sup>, ils sont mis en œuvre avec l'appui financier respectivement de l'UEMOA ; l'OMS, l'UNICEF, etc.; Banque Islamique de Développement, le Fonds Saoudien, le Fonds Koweïtien, etc.

---

<sup>1</sup> Mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche avec l'appui de l'UEMOA pour un coût environ de 8 millions de \$ US.

<sup>2</sup> Mis en œuvre par le Ministère de la Santé (PNLP) à travers la Stratégie de mise en œuvre de la gratuité de la prise en charge des cas de paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans pour un montant minimal annuel de 9.301.067.415 FCFA soit environ soit 18 602 134,83 \$ US.

<sup>3</sup> Mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme à travers le projet lutte contre l'érosion côtière d'un coût global d'environ de 90 800 000 \$ US.

## **I – ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISE EN ŒUVRE DE CES MESURES D’ADAPTATION**

Sur les cinq projets prévus dans le PANA du Bénin, quatre sont en cours de mise en œuvre et le cinquième suivra bientôt. La première leçon directe qu’on peut en tirer, c’est que ces projets d’adaptation sont effectivement des priorités du Gouvernement béninois qui a su mobiliser des ressources financières importantes pour leur mise en œuvre.

Les ministères sectoriels (notamment agriculture, santé, énergie, environnement) mettent en œuvre directement ces projets et renforcent ainsi leurs capacités sur les questions d’adaptation.

Troisièmement les mesures d’adaptation préconisées sont pertinentes et bénéficient de l’intérêt des décideurs politiques de premier plan notamment le Chef de l’Etat et les membres de son Gouvernement. A titre d’exemple, alors que le PANA du Bénin a été validé par le Gouvernement en novembre 2007, la quatrième mesure qu’il contenait à savoir la « Protection des enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes contre le paludisme dans les zones les plus vulnérables aux changements climatiques » a été opérationnalisée par une décision du Chef de l’Etat. En effet, il a décidé, en mai 2011, de rendre gratuite la prise en charge des cas de paludisme chez la femme enceinte et les enfants de moins de cinq ans au grand soulagement de ces couches particulièrement vulnérables à cette maladie endémique.

Quatrièmement, l’intégration de l’adaptation aux changements climatiques dans les stratégies et programmes nationaux devient de plus en plus une réalité. Ainsi on constate cette intégration dans la SCPR3 (2011-2015) qui est le document de référence pour les ministères dans l’élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies et politiques sectorielles. Mais cette intégration mérite d’être renforcée et consolidée pour être systématique et visible.

Cinquièmement, le cadre institutionnel de mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques se renforce au fil des années. En effet, outre le Comité National sur les Changements Climatiques mis en place depuis le 30 avril 2003 par décret, il est en place l’équipe nationale sur l’adaptation et l’équipe multidisciplinaire intégrée (EMI) par le Ministre en charge de l’environnement lors de la phase d’élaboration du PANA. Lors de la phase de mise en œuvre de la première mesure d’adaptation, ont été créés le Comité de Pilotage et le Comité Technique qui sont chargés d’appuyer l’équipe de gestion du projet dans la planification et l’exécution de ses activités. De même, il a été institutionnalisé en avril 2013 le Groupe de Travail Pluridisciplinaire d’Assistance Agrométéorologique, chargé, entre autres, de fournir les informations agrométéorologiques aux agricultures pour améliorer leurs connaissances des aléas climatiques et les aider dans la maîtrise du calendrier agricole, très perturbé par les changements climatiques. Au niveau des Communes d’intervention de ce projet, il a été nommé des Points Focaux Changements Climatiques qui sont en contact permanent avec les producteurs agricoles et qui aident les autorités communales à prendre en compte les changements climatiques dans la planification des actions de développement de leurs communes.

Enfin au plan institutionnel, il faut signaler la mise entre place, avec l’appui du PNUD, du Groupe Thématique Environnement et Changements Climatiques qui regroupe des Directeurs et cadres de haut niveau des ministères sectoriels et les partenaires techniques et financiers du Bénin intervenant dans les domaines de l’environnement et des changements climatiques. Ce groupe a essentiellement pour mission de constituer une plateforme de concertation et de dialogue sur les questions d’environnement et de changements climatiques entre le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et les Partenaires Techniques et Financiers.

Présidé par le Ministre en charge de la Coordination de l'Action Gouvernementale, ce groupe se concentre essentiellement sur les questions suivantes :

- Adaptation des secteurs de développement aux changements climatiques ;
- Promotion du Mécanisme pour un Développement Propre ;
- Promotion de la finance climat ;
- Changements Climatiques et Gestion des Risques de Catastrophes ;
- La mobilisation sensible des ressources financières tant nationales qu'internationales.

Au plan financier, le Bénin a créé un Fonds National pour l'Environnement qui a été accrédité comme Entité Nationale de mise en œuvre du Fonds d'Adaptation.

C'est fort de ces acquis que le Bénin a commencé la réflexion sur la stratégie à mettre en œuvre en vue d'appliquer les lignes directrices des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) en se fondant sur la décision 5/CP.17 et son annexe.

### **III – EXPERIENCE DU BENIN SUR L'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES DES PLANS NATIONAUX D'ADAPTATION (PNA)**

L'organe central de mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) est le Comité National sur les Changements Climatiques, qui est un organe regroupant les cadres des différents ministères du Gouvernement, ceux du secteur privé et des Organisations Non Gouvernementales, mis en place depuis le 30 avril 2003 soit une expérience de plus de dix ans en 2013.

Présidé par le Ministère de l'Environnement, il étudie les questions relatives aux changements climatiques et fait des propositions au Gouvernement dans ce domaine. C'est au sein de ce Comité que se prépare la participation du Bénin aux Conférences des Parties à la Convention et c'est à ce Comité que sont restituées les décisions des Conférences avant leur transmission au Gouvernement pour compte rendu et recommandations.

La réflexion sur l'application des lignes directrices des PNA a commencé le 22 décembre 2011 lors de l'atelier national de restitution des décisions de la Conférence de Durban sur financement du PNUD en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme.

C'est au cours de cet atelier que les lignes directrices ont été présentées et expliquées par le Point Focal de la CCNUCC. Les débats qui ont suivi ont porté sur l'accueil favorable de l'adoption de cette décision en ce qu'elle permet de mettre en œuvre des projets ou programmes d'adaptation à moyen et long termes et de mettre les changements climatiques au cœur des actions des ministères sectoriels et du gouvernement dans son ensemble.

Deuxièmement, les participants ont voulu savoir quelle sera la stratégie appropriée pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre des PNA et quels moyens faut-il avoir pour atteindre cet objectif ainsi que le rôle des différents acteurs. Des réponses sont apportées à ces préoccupations en mettant en exergue les différences avec ce qui a été fait lors du processus du PANA.

La participation du représentant du Bénin aux travaux de la 22<sup>ème</sup> session du Groupe d'Experts des PMA à Tuvalu en octobre 2012 et celle des membres de la délégation béninoise à l'atelier régional de formation des pays moins avancés francophones à Lomé (Togo) sur les PANA et PNA, tenu du 18 au 22 mars 2013, ont été des occasions intéressantes pour approfondir les étapes, le contenu et les exigences des PNA.

Le Groupe d'experts des PMA, les experts du FEM, du PNUD, du PNUE, de la FAO, de la GIZ, du CILSS et ceux du Groupe d'Experts pour les PMA ont présenté des communications et des cas

pratiques de qualité sur les différents aspects du processus du PNA qui ont permis d'améliorer leurs connaissances sur les PNA et de les outiller pour élaborer et mettre en œuvre ces documents.

De retour au Bénin un compte rendu a été fait au Ministre de l'environnement et des séances de concertation organisées entre cadres du Ministère chargé du Développement, ceux de l'Environnement et du PNUD pour étudier les conditions de démarrage du processus des PNA. A l'issue de ces rencontres, une feuille de route sommaire qui va s'affiner a été retenue dont les éléments sont les suivants :

- Présentation d'une communication sur le processus PNA et ses exigences lors de la revue des programmes et projets du secteur environnement avec la participation du PNUD, des directeurs et coordonnateurs des projets du secteur au mois de mai 2013. L'objectif est de partager l'information avec les auteurs et acteurs du secteur environnement sur le PNA et d'entrevoir leur possible inscription dans le programme de travail de ces acteurs ;
- Organisation en fin mai 2013 d'une session du Groupe Thématique « Environnement et Changements Climatiques » pour susciter l'intérêt des partenaires techniques et financiers du Bénin dans l'élaboration et la mise en œuvre des PNA ;
- Organisation en juin 2013 d'un atelier national de restitution de l'atelier de formation de Lomé sur les PNA en vue de faire des recommandations au Gouvernement ;
- Opérationnalisation progressive des décisions du Gouvernement sur le PNA en fonction des ressources financières mobilisées et disponibles.

L'objectif fondamental de ces actions est de parvenir à mettre en place un bon arrangement institutionnel avec des responsabilités clairement définies pour élaborer le PNA. Un tel arrangement doit pouvoir faciliter l'intégration effective de l'adaptation dans les plans et programmes, sectoriels et nationaux clés de développement.

Ensuite il s'agira de mettre en place une stratégie de communication et de sensibilisation des acteurs tant du niveau national que du niveau local pour leur faire comprendre les enjeux et intérêts du PNA avec pour finalité d'avoir un consensus solide sur le sujet.

En outre, ce travail de base servira à évaluer les différentes expériences acquises dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des plans et programmes nationaux ou sectoriels pour en tirer les leçons et les bonnes pratiques et éviter certains obstacles.

Au regard de l'engouement et de l'intérêt que suscite le processus des PNA auprès de beaucoup d'acteurs, le Bénin se sent préparé et disposé pour enclencher ce processus conformément aux grandes lignes des directives adoptées que sont :

- un travail préparatoire et la prise en compte des lacunes ;
- Les éléments de la phase préparatoire ;
- Les stratégies de mise en œuvre ;
- La notification, le suivi et l'examen.

Pour l'heure, le Bénin s'attelle à aborder la première phase du processus. Ce qui va requérir les moyens techniques et financiers qui ne sont pas aisés à mobiliser rapidement par les pays moins avancés. D'où la nécessité d'un soutien financier rapide et suffisant du FEM et de ses agences de mise en œuvre (PNUE, PNUD, Banque Mondiale, etc.). L'évaluation de ce besoin financier n'est pas non plus facile car dépendante de l'ampleur et de la qualité du travail à abattre ; et cela peut nécessiter un travail spécifique d'analyse de fond.

A cet égard, la mise en œuvre par le FEM du paragraphe 1 de la décision 12/CP.18 est capitale pour réussir la mise en œuvre du processus PNA. Il est important d'aller vite, dans la mesure du possible, pour que l'évaluation du processus qui aura lieu en 2015 à la COP21 soit satisfaisante.

Le Bénin, saluant et appréciant à sa juste valeur l'immense effort que continue de déployer le FEM pour combler les attentes des PMA dans la mise en œuvre de leurs PANA, nourrit l'espoir que la mise en œuvre du processus des PNA sera effective à plus ou moins brève échéance.

C'est l'occasion de remercier vivement tous les pays donateurs qui contribuent au Fonds des PMA dans le cadre des PANA et bientôt pour les PNA, le FEM pour ces efforts très encourageants en faveur des PMA et le LEG et le Secrétariat de la CCNUCC pour leur appréciable soutien technique. Les PANA et les PNA étant deux processus complémentaires, il convient de permettre aux pays qui sont en mesure de développer leurs PNA de le faire, tout en assurant la continuité de la mise en œuvre des PANA.

L'adaptation étant une question vitale pour les pays moins avancés, la diligence dans les décisions et actions doit être le leitmotiv dans le traitement de cette thématique.

Le Bénin pense que ces lignes aideront à contribuer à la mise en œuvre du processus relatif aux plans nationaux d'adaptation.

## **Information on the experience of Benin with the application of the guidelines for the national adaptation plan process for least developed countries**

### **INTRODUCTION**

Benin is a least developed country and as such, it prepared a national adaptation programme of action (NAPA) and submitted it to the Secretariat of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in January 2008.

The preparation of this programme followed the annotated guidelines developed by the Least Developed Countries Expert Group (LEG). They include: the setting up of a national team, the assembling of a multidisciplinary team, the development of proposals for priority activities, the development of the NAPA document, a public review and revision, a final review process, the endorsement of the NAPA by the national government and its public dissemination. At the end of the development process, which followed a very participatory approach, Benin had identified five priority adaptation measures, including:

6. Integrated programme to combat the adverse effects of climate change on agriculture production and food security in Benin ;
7. Adaptation of households to climate change through the promotion of renewable energy and economic performance and energy-efficient stoves to address the shortage of fuel wood in Benin;
8. Mobilization of surface water for adaptation to climate change in the most vulnerable municipalities of the Centre and North provinces;
9. Protection of children under five and pregnant women against malaria in the most vulnerable areas to climate change;
10. Protection of the coastal areas against sea level rise.

To date, with the support of the GEF and UNPD, the integrated programme to combat the adverse effects of climate change on agriculture production and food security is under implementation. The total cost is USD 22,000,000. This project is funded by the LDCF up to USD 3,410,000. The rest comes from UNDP, the Government of Benin and the four recipient municipalities.

The PIF of project 2 on the promotion of renewable energy has been approved and will be submitted to the GEF for its consideration for funding.

Projects 3<sup>1</sup>, 4<sup>2</sup>, and 5<sup>3</sup> are being implemented with the financial support of the Economic and Monetary Union of West Africa (UEMOA), WHO, UNICEF, etc.; the Islamic Development Bank, the Saudi Fund for Development, Kuwait Fund, etc.

---

<sup>1</sup> Implemented by the Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries with the assistance of UEMOA for a cost of USD 8 Million.

<sup>2</sup> Implemented by the Ministry of Health under the strategy for implementation of free health care for pregnant women and children under the age of 5 to treat malaria, which costs annually a minimum of FCFA 9,301,067,414 or around USD 18,602,134.83.

<sup>3</sup> Implementation by the Ministry of Environment, Housing and Urban Development through the project to fight coastal erosion, which cost around USD 90,800,000.



## **I – LESSONS LEARNED FROM THE IMPLEMENTATION OF ADAPTATION MEASURES**

Of the five projects indicated in Benin NAPA, four are under implementation and the fifth one will soon follow. The first direct lesson that can be drawn is that these adaptation projects are indeed priorities of the Government of Benin and as such, the Government has managed to mobilize financial resources for their implementation.

Sectoral ministries (including agriculture, health, energy, environment) directly implement these projects and build their capacity to address issues related to adaptation to climate change.

Thirdly, the adaptation measures which are proposed are relevant and have received the attention of leading policy makers, in particular the Head of State and the members of its government. For example, while Benin NAPA was approved by the government in November 2007, the fourth measure related to the “protection of children under 5 and pregnant women against malaria in the areas most vulnerable to climate change” was operationalized by a decision of the Head of State: In May 2011, he decided to provide free health care to pregnant women and children under five years old for malaria, to the relief of this group of the population which is particularly vulnerable to the endemic disease.

Fourthly, the integration of adaptation to climate change into national strategies and programmes becomes more and more of a reality. Such integration efforts are reflected in the SCPR3 (2011-2015), which is the reference document for ministries to develop and implement their sectoral strategies and policy. The integration efforts, however, deserve to be strengthened and consolidated to become systematic and visible.

Fifthly, the institutional framework for implementation of the UNFCCC is strengthening over time. Indeed, in addition to the National Committee on Climate Change established on 30 April 2003 by decree, a national adaptation team and an integrated multidisciplinary team (IMT) were also established by the Ministry of Environment during the NAPA preparation phase. During the implementation phase of the first NAPA project, a Steering Committee and a Technical Committee were established to assist the project management team in the planning and implementation of its activities.

Similarly, on April 2013, the Multidisciplinary Working Group for Agro-meteorological Assistance was institutionalized. One of the tasks of this working group is to provide agro-meteorological information to farmers to improve their knowledge of weather conditions and help them manage the agriculture calendar, which is particularly affected by climate change. In each local authority where the project is implemented, a Climate Change Focal Point was appointed. They are in permanent contact with farmers and advise the local authorities on how to take into consideration climate change in the planning of development activities in their area.

Finally, at the institutional level, a Thematic Group on Environment and Climate Change was established with the support of UNDP. The group is composed of Directors and senior executives of the sectoral ministries, Benin’s financial and technical partners working in the fields of environment and climate change. The principal mission of the Thematic Group is to provide a platform for consultation and dialogue between the Government, the private sector, the civil society and the financial and technical partners, on environmental and climate change related issues.

Chaired by the Minister in charge of coordinating the government action, the group focuses primarily on the following issues:

- Adaptation of the development sectors to climate change;

- Promotion of the Clean Development Mechanism;
- Promotion of climate finance;
- Climate change and disaster risk management;
- Significant mobilization of financial resources, both at the national and international levels.

In regards to financial aspect, Benin established a National Fund for the Environment, which received the accreditation of the Adaptation Fund to be a National Implementing Entity under the Fund.

It is in the light of these achievements that Benin has started to think about which strategy to develop to apply the guidelines for the national adaptation plan (NAP), based on decision 5/CP.17 and its annex.

### **III – EXPERIENCE OF BENIN IN THE APPLICATION OF THE GUIDELINES FOR THE NATIONAL ADAPTATION PLAN (NAP)**

The central body for the implementation of the UNFCCC is the National Committee on Climate Change, a body established in April 2003 and chaired by the Ministry of Environment. It brings together officials from various government ministries, the private sector and non-governmental organizations. The National Committee has more than 10 years of experience, studies issues related to climate change and makes relevant proposals to the government. It is within the Committee that Benin's participation to the Conference of the Parties to the Convention (COP) is prepared. It is also the Committee that collects and analyses the decisions adopted at the COP before briefing and advising the government.

Reflection on the application of the guidelines for the NAP started on 22 December 2011 at the national workshop for the restitution of the COP decisions adopted in Durban, which was funded by UNDP in collaboration with the Ministry of Environment, Housing and Urban Development.

It was during this workshop that the guidelines were first presented and explained by the UNFCCC Focal Point. The discussion that followed demonstrated that the UNFCCC decisions on the NAP process were positively received. It was understood that these decisions allow for the implementation of medium- and long-term adaptation projects and programmes and the placing of climate change at the heart of the actions conducted by sectoral ministries and the government as a whole.

Participants also wanted to know what would be the relevant strategy to develop to successfully formulate and implement a NAP, and what would be needed to reach this objective. They also inquired about the role of the various stakeholders. Responses are being provided by highlighting the differences with what has been done under the NAPA process.

The engagement of the representative of Benin at the 22<sup>nd</sup> meeting of the LEG in Tuvalu in October 2012 and the participation of members of the delegation of Benin to the LEG regional training workshop for Francophone LDCs on NAPA and NAP, which was held in Lomé (Togo), were important opportunities to make further steps and deepen the understanding of the content and requirements of the NAP.

The LEG, the GEF, UNDP, UNEP, FAO, GIZ, the Permanent Inter-State Committee for the Fight against Drought in the Sahel (CILSS), presented information and case studies of quality on the various aspects of the NAP process, which increased the delegation's knowledge of the NAP process and provided some tools to formulate and implement it.

On return to Benin, a report was made to the Ministry of Environment and consultation sessions between officials of the Ministry in charge of development; those from the Ministry of Environment and UNDP were organized to study the conditions to embark on the NAP process. Following these meetings, a preliminary roadmap has been developed and will be further refined. It includes the following elements:

- In May 2013, presentation of a communication on the NAP process and its requirements during the review of programmes and projects of the environment sector with the participation of UNDP, the project directors and coordinators. The objective is to share information on the NAP with the stakeholders and actors of the environment sector and identify an entry point for the possible integration of the NAP in the programme of work of these stakeholders.
- At the end of May 2013, organization of a meeting on the theme ‘‘Environment and Climate Change’’ to encourage Benin’s technical and financial partners to be interested in the formulation and implementation of the NAP;
- In June 2013, organization of a national workshop for sharing the information and knowledge on the NAP acquired during the LEG training workshop in Lomé, with the view to making recommendations to the government;
- Progressive operationalization of government decisions on the NAP depending on the resources mobilized and available.

The fundamental objective of these actions is to successfully establish robust institutional arrangements with clear responsibility lines to formulate the NAP. Such arrangements should facilitate the effective integration of adaptation to climate change into the main sectoral and national development plans and programmes.

Then, a communication and awareness raising strategy would need to be developed to reach out to national and subnational stakeholders as they would need to understand the issues and opportunities of the NAP process, so that a large consensus on this issue can be obtained. In addition, this groundwork will be used to assess the experiences gained in the design, formulation and implementation of national or sectoral plans and programmes to draw lessons and good practices and avoid facing some obstacles.

In regards to the popularity of the NAP process and the interest it has generated from many national stakeholders, Benin feels prepared and willing to kick start this process in accordance with the outline of the adopted guidelines, which are as follows:

- Laying the groundwork and addressing gaps;
- Preparatory elements;
- Implementation strategies;
- Reporting, monitoring and review.

Benin is currently working on addressing the first phase of the process. This will require technical and financial support, which are not easy for LDCs to mobilize quickly. Hence, the need for prompt and adequate financial support from the GEF and its implementing agencies (UNEP, UNDP, the World Bank, etc.). The assessment of the financial needs is also not an easy task to do as it depends on the extent and quality of the work to be undertaken. Therefore conducting a sound financial needs assessment might require specific in-depth analysis.

In that respect, the implementation by the GEF of paragraph 1 of decision 12/CP.18, is of paramount importance to succeed in the NAP process. It is important to move quickly, to the extent possible, to ensure that the assessment of the process in 2015 at COP21 is satisfying.

Benin welcomes and appreciates to its true value, the immense efforts that the GEF continues to deploy to meet the expectations of the LDCs for the implementation of their NAPA and hopes that support to the NAP process will be effective in the short-term.

This is an opportunity to warmly thank all donor countries that have contributed to the LDCF for the NAPA and hopefully soon for the NAP, the GEF for its encouraging efforts for LDCs, and the LEG and the UNFCCC secretariat for their valuable technical support. NAPAs and NAPs are two complementary processes. Countries which are ready to start their NAP process should be enabled to do so, while ensuring the continuity of the NAPA implementation.

Adaptation is a vital issue for LDCs, diligence in decisions made and actions taken should be the motto.

Benin believes that the guidelines will contribute to the implementation of the NAP process.

Paper no. 2: Lesotho

**Submission by Lesotho**  
**Guidelines for the formulation of national adaptation plans (SBI)**  
**10 May 2013**

**Introduction**

The Government of the Kingdom of Lesotho welcomes this opportunity to submit views on the application of the guidelines for the formulation of national adaptation plans, in accordance with decision 5/CP.17, paragraph 7. The submission aims to provide Lesotho government's efforts in addressing adaptation through various means that would subsequently contribute towards a coordinated and comprehensive medium and long term approach. Lesotho Government therefore finds the guidelines for the formulation of the national adaptation plans timely as they would effectively guide the national approach towards addressing adaptation from now and into the future.

**Key challenges and adaptation priorities for Lesotho**

The geographical position, geophysical features and poor economic situation put Lesotho in a critical state of vulnerability to climate change. About two thirds of the country is mountainous which supports fragile ecosystems. Key environmental challenges in Lesotho are drought, land degradation, land desertification and loss of biodiversity, and climate change has and is continuing to exacerbate these challenges. These challenges are major threats to national development efforts aimed at securing food security and reducing poverty.

The country developed a national adaptation plan of action (NAPA) which was published in 2007. NAPA formulation involved various expertise mainly from the Government Departments, local communities and the civil society. It also built national capacity and awareness on climate change through providing a platform for information sharing between different stakeholders. The NAPA identified the agricultural sector and policy reforms as key priorities for calming the adverse effects of climate change to its society and economy. A total of eleven adaptation options were identified under NAPA.

**Progress and experiences in addressing adaptation through the NAPA**

Lesotho is currently implementing one NAPA project aimed at improving the national early warning system against climate induced hazards and disasters. The project is funded through the Least Developed Countries Fund (LDCF). Even though this project appears as priority number four in the list, it is a prerequisite through which options higher on the list would succeed. The project will assist the country to better prepare for challenges brought by climate through establishing an early warning system. Both the station network will be improved together with the computation capabilities and the communication channels. Public awareness campaigns are being held throughout the country. Further NAPA projects are at various stages of development and Lesotho looks forward to their implementation to benefit the local communities.

Lesotho is also using bilateral channels to address adaptation. The country has just completed the implementation of the Africa Adaptation Programme (AAP) funded by the Government of Japan through the United Nations Development Programme. The AAP demonstrated other adaptation options the country can pursue. Among others, irrigation schemes powered by renewable energy were piloted at various sites in the country. The AAP further complemented the national station network by installing instruments whose data will be used to establish renewable energy potential of the country. The ultimate aim of the country is maximize usage of renewable energy so that burning of biomass can be reduced which in turn will decrease the land degradation challenges.

**Development of a climate change policy - a platform for coordinated approach in addressing climate change**

In recent years, Lesotho has witnessed extremes weather events that include severe and frequent droughts, floods, intense thunderstorms and winds. These weather phenomena hamper national development. However, the country often

faces difficulties when it has to systemically deal with these challenges because it lacks a policy direction. Policy development was among the top priorities identified under NAPA.

Lesotho has therefore taken a leap towards coordinated and comprehensive approach in addressing adaptation, which subsequently lays the groundwork for the NAP process. The country is developing a national climate change policy and a subsequent strategy through the kind assistance of the Government of Wales. The policy is aimed to guide both the national adaptation and mitigation actions. It will further elevate climate change into the national development plans. The policy will provide a platform for the country to effectively manage its national adaptation plan process..

### **Conclusion**

Through laying down firm policy frameworks and various forms of assistance from international partners, Lesotho will be able to formulate and put to practice the national adaptation plans to climate change to mitigate the negative impacts brought by climate change. Lesotho will therefore greatly benefit from the funding for the formulation of NAPs through the LDCF, as this will enable scaling up and complementing these existing efforts, as a way to subsequently frame and lead an effective NAP process.

---